

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau: URBANISME

Affaire suivie par : Mme PALACIN Poste téléphonique 04 68.51.68.61

Perpignan le 6 septembre 2005

Réseau Ferré de France

Arrêté n° 3072-2005

Arrêté déclarant cessibles au profit de Réseau Ferré de France les parcelles de terrains nécessaires au projet d'aménagement de la nouvelle liaison ferroviaire Perpignan-Le Perthus sur le territoire de la commune de Toulouges

Le Préfet des Pyrénées-Orientales Chevalier de la Légion d'honneur

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2552-2004 du 29 juin 2004 prescrivant l'ouverture de l'enquête parcellaire pour le projet d'aménagement de la nouvelle liaison ferroviaire Perpignan-Le Perthus sur le territoire des communes de Perpignan, Le Soler, Toulouges, Canohès, Ponteilla, Trouillas, Villemolaque, Tresserre, Banyuls dels Aspres, Le Boulou, Montesquieu des Albères, Les Cluses et Le Perthus;

VU le plan parcellaire des propriétés dont l'acquisition est nécessaire pour la réalisation du projet ;

VU la liste des propriétaires :

VU le registre d'enquête :

VU les pièces constatant que l'arrêté du 29 juin 2004 a été publié, affiché et inséré dans un journal du département avant l'ouverture de l'enquête et que les dossiers d'enquête ainsi que les registres ont été déposés pendant 19 jours consécutifs en mairies de Perpignan, Le Soler, Toulouges, Canohès, Ponteilla, Trouillas, Villemolaque, Tresserre, Banyuls dels Aspres, Le Boulou, Montesquieu des Albères, Les Cluses et Le Perthus du 19 juillet au 6 août 2004 inclus ;

VU les pièces constatant que l'arrêté du 29 juin 2004 a été notifié aux propriétaires concernés ;

VU la correspondance de Monsieur le Directeur Régional de Réseau Ferré de France du 11 juillet 2005 sollicitant la poursuite de la procédure ;

VU l'avis favorable de la commission d'enquête ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture des Pyrénées-Orientales

ARRETE

<u>ARTICLE 1^{er}</u>: Sont déclarées cessibles au profit de Réseau Ferré de France, les parcelles de terrains désignées sur l'état parcellaire ci-annexé, nécessaires au projet d'aménagement de la nouvelle liaison ferroviaire Perpignan-Le Perthus sur le territoire de la commune de Toulouges.

ARTICLE 2: Madame la Secrétaire Générale de la préfecture des Pyrénées-Orientales et Monsieur le Directeur Régional de Réseau Ferré de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux propriétaires concernés, affiché aux lieux habituels en mairie de Toulouges et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales.

Le Préfet, Pour le Préfet et par délégation, La Secrétaire Générale,

Anne-Gaëlle BAUDOUIN

Pour ampliation
Pour le Préfet et par délégation,
L'attaché, chef/de bureau,

Corinne BIŞCAÏCHIPY

<i>-</i>		-				***************************************						··········	Page: 1
		D	T PARCELLAIRE ES TERRAINS A ACQUERIR			ALLATIO ARTEME COM	NT DES	PYRÉ		IENTAI			N° Commune 66213 N° Terrier 11
Désign	ation de	s propr	iétaires réels ou présumés te	ls:									Modifications Propriétaire
	TIT JEA DU SOI		UDE IAS JAMBES, 66350 TOULOI	UGES				BPR					
													The state of the s
	ation des		létaires inscrits au cadastre : UDE									PARTICAL ALBANIA	N° compte B00287
·········													
N° Plan Parcell.	Sec.	⊢ Re I №	nseignements tírés de la matrice Lieu-dit	cadastrale Nat	Surface	Empris Surface	ses à acqu Sec.	érir N°	Hor Surface	s emprise	a N°	N°	AFFECTATION DES SURFACES
46	BD	65	LES BASSETTES	T2	naaca	ha a ca 4991	BD	208	ha a ca 6331 507	Sec. BD BD	209	(1) (2)	Emprise Restant Restant
				The second secon							2:0		TOSTATI

4991

6838

1 - F - F - 1 - E

05/07/2005

SURFACE TOTALE: 11829

[] -> Nouveau numéro de plan parcellaire, () numéro de plan parcellaire d'origine
T2 nature de TERRE

Page: 1 N° Commune **INSTALLATIONS TERMINALES DE PERPIGNAN ETAT PARCELLAIRE** 66213 **DES TERRAINS** DEPARTEMENT DES PYRÉNÉES ORIENTALES N° Terrier A ACQUERIR **COMMUNE DE TOULOUGES** 13 Modifications Désignation des propriétaires réels ou présumés tels : Propriétaire M BASTIT HENRI BERTIN LOUIS RTE DU SOLER, MAS JAMBES, 66350 TOULOUGES Indivision M BASTIT JEAN CLAUDE RTE DU SOLER, MAS JAMBES, 66350 TOULOUGES Indivision MME BASTIT HELENE MARGUERITE MARIE RTE DU SOLER, MAS JAMBES, 66350 TOULOUGES Indivision

Désignation des propriétaires inscrits au cadastre :

N° compte B00465

M BASTIT HENRI BERTIN LOUIS RTE DU SOLER, MAS JAMBES, 66350 TOULOUGES M BASTIT JEAN CLAUDE LOUIS RTE DU SOLER, MAS JAMBES, 66350 TOULOUGES MME BASTIT HELENE MARGUERITE RTE DU SOLER, MAS JAMBES, 66350 TOULOUGES

√ Plan	Plan Renseignements tirés de la matrice cadastrale								Hors emprise				AFFECTATION
Parcell.	Sec.	N°	Lieu-dit	Nat.	Surface ha a ca	Surface ha a ca	Sec.	N°	Surface ha a ca	Sec.	N°	N° Div.	DES SURFACES
42	BD	89	LES BASSETTES	T2	4662	287	BD	202	4375	BD	203	(1) (2)	Emprise Restant
47	BD	64	LES BASSETTES	T2	81336	13306 247	BD BD	214 217				(1)	Emprise 1/2 lit
				***************************************					2797 65233	BD BD	215 216	(3)	Restant Restant
					мента под						TOTAL CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR OF T		
		SU	IRFACE TOTALE :		85998	13840		ř	72405			05/0	7/2005

^{[] -&}gt; Nouveau numéro de plan parcellaire, () numéro de plan parcellaire d'origine

	management of the control of the con	DI	T PARCELLAIRE ES TERRAINS A ACQUERIR			ARTEME	NT DES	PYRÉ	LES DE PE NÉES ORI ULOUGES	ENTAL			N° Commune 66213 N° Terrier 12
Désign	ation de:	s propri	étaires réels ou présumés tels :										Modifications Propriétaire
			RTIN LOUIS AS JAMBES, 66350 TOULOUGES					BPR					
M RTE MAS	DE SOL	ER HE S, 6635	étaires inscrits au cadastre : INRI BERTIN LOUIS 50 TOULOUGES nseignements tirés de la matrice cadast	trale		Empris	ses à acqu	érir .	Hon	s emprise	3	1	N° compte B00288
N° Plan Parcell.	Sec.	N°	Lieu-dit	Nat.	Surface ha a ca	Surface ha a ca	Sec.	Νο	Surface ha a ca	Sec.	Nº	N° Div.	AFFECTATION DES SURFACES
45	BD	178	LES BASSETTES	VE1	 	 	BD	211	8570 161	BD BD	212 213	(2)	Emprise Restant Restant
		SU	IRFACE TOTALE :	<u> </u>	12267	3536	المنتنسند		8731	.,		 05/()7/2005

[] -> Nouveau numéro de plan parcellaire, () numéro de plan parcellaire d'origine VE1 nature de VERGERS

s V g



DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau: URBANISME

Affaire suivie par : Mme PALACIN Poste téléphonique 04 68.51.68.61

Perpignan le 6 septembre 2005

Réseau Ferré de France

Arrêté n° 3073-2005

Arrêté déclarant cessibles au profit de Réseau Ferré de France les parcelles de terrains nécessaires au projet d'aménagement de la nouvelle liaison ferroviaire Perpignan-Le Perthus sur le territoire de la commune de Perpignan

Le Préfet des Pyrénées-Orientales Chevalier de la Légion d'honneur

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2552-2004 du 29 juin 2004 prescrivant l'ouverture de l'enquête parcellaire pour le projet d'aménagement de la nouvelle liaison ferroviaire Perpignan-Le Perthus sur le territoire des communes de Perpignan, Le Soler, Toulouges, Canohès, Ponteilla, Trouillas, Villemolaque, Tresserre, Banyuls dels Aspres, Le Boulou, Montesquieu des Albères, Les Cluses et Le Perthus :

VU le plan parcellaire des propriétés dont l'acquisition est nécessaire pour la réalisation du projet ;

VU la liste des propriétaires;

VU le registre d'enquête :

VU les pièces constatant que l'arrêté du 29 juin 2004 a été publié, affiché et inséré dans un journal du département avant l'ouverture de l'enquête et que les dossiers d'enquête ainsi que les registres ont été déposés pendant 19 jours consécutifs en mairies de Perpignan, Le Soler, Toulouges, Canohès, Ponteilla, Trouillas, Villemolaque, Tresserre, Banyuls dels Aspres, Le Boulou, Montesquieu des Albères, Les Cluses et Le Perthus du 19 juillet au 6 août 2004 inclus ;

VU les pièces constatant que l'arrêté du 29 juin 2004 a été notifié aux propriétaires concernés ;

VU la correspondance de Monsieur le Directeur Régional de Réseau Ferré de France du 3 août 2005 sollicitant la poursuite de la procédure ;

VU l'avis favorable de la commission d'enquête ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture des Pyrénées-Orientales

ARRETE

ARTICLE 1^{er}: Sont déclarées cessibles au profit de Réseau Ferré de France, les parcelles de terrains désignées sur l'état parcellaire ci-annexé, nécessaires au projet d'aménagement de la nouvelle liaison ferroviaire Perpignan-Le Perthus sur le territoire de la commune de Perpignan.

ARTICLE 2: Madame la Secrétaire Générale de la préfecture des Pyrénées-Orientales et Monsieur le Directeur Régional de Réseau Ferré de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux propriétaires concernés, affiché aux lieux habituels en mairie de Perpignan et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales.

Le Préfet, Pour le Préfet et par délégation, La Secrétaire Générale,

Anne-Gaëlle BAUDOUIN

Pour ampliation Pour le Préfet et par délégation, L'attaché, chef de bureau,

Corinne BISCATCHIPY

ETAT PARCELLAIRE DES TERRAINS A ACQUERIR	INSTALLATIONS TERMINALES DE PERPIGNAN DEPARTEMENT DES PYRÉNÉES ORIENTALES COMMUNE DE PERPIGNAN	N° Commune 66136 N° Terrier 10
Désignation des propriétaires réels ou présumés tels :		Modifications Propriétaire
8 RUE DE L ACADEMIE, 66000 PERPIGNAN	BPR	
		THE THE PROPERTY CONTRACTOR OF THE PROPERTY CONT
Désignation des propriétaires inscrits au cadastre :		N° compte +01592
ACCIDIOCECAINE DE DEDDICMANI		

N°		Renseignements tirés de la matrice cadastrale				Empris	es à acqu	jérir	Hors emprise			N°	AFFECTATION
Plan Parcell.	Sec.	N°	Lieu-dit	Nat.	Surface ha a ca	Surface ha a ca	Sec.	N°	Surface ha a ca	Sec.	N°	Div.	DES SURFACES
35	HZ	149	PARC DUCUP	AG2	15670	4668 68	I .	751 750	10934	HZ	749	(2)	Emprise Emprise Restant
37	HZ	150	PARC DUCUP	S	114	52	HZ	753	18 44		752	(1) (2)	Emprise Restant Erreur cad

-								**************************************					
				T T T T T T T T T T T T T T T T T T T					***************************************				
A. (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1)		**OPPINITEPY/OPPINI		NACOCOTOR CONTRACTOR AND A CALLES AND					- Quantitativa de la constitución de la constitució		A CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR		
				Acamangen or property consistency.	National Communications of the Communication of the	A PROPERTY OF STATE O			10/Amiliahamanana wy yygogoyy				
	alando de Milado a Maio VIII a función de			7								A CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR	
		SI	URFACE TOTALE :	ĵ	15784	4788		in the second se	10996				

^{[] -&}gt; Nouveau numéro de plan parcellaire, () numéro de plan parcellaire d'origine

8 RUE DE L'ACADEMIE, 66000 PERPIGNAN

47 RUE GRANDE LA REAL, 66000 PERPIGNAN

47 RUE GRANDE LA REAL, 66000 PERPIGNAN

M ESTEVE ANDRE

M NEGRE FELIX

§ nature de SOLS

AG2 nature de TERRAINS D'AGREMENT



DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU: Urbanisme

Dossier suivi par Mme PALACIN

2: 04.68.51.68.61

PERPIGNAN, le 9 septembre 2005

COMMUNE DE LATOUR BAS ELNE

Arrêté n° 3105-2005

Portant déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation de la zone d'aménagement concerté (ZAC) à vocation habitat « Les Aspres »

Le Préfet des Pyrénées-Orientales Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 984-2005 du 31 mars 2005 prescrivant l'ouverture des enquêtes conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire des travaux de réalisation de la ZAC à vocation habitat « Les Aspres » sur le territoire de la commune de Latour Bas Elne ;

VU les pièces constatant que l'arrêté n° 984-2005 du 31 mars 2005 a été publié, affiché et inséré dans deux journaux départementaux 15 jours avant l'ouverture de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci et que le dossier de l'enquête est resté déposé pendant 33 jours consécutifs en mairie de Latour Bas Elne du 25 avril au 27 mai 2005 inclus ;

 ${f VU}$ l'avis favorable de M. Christian BLAZY, commissaire-enquêteur, à l'exécution dudit projet ;

VU la correspondance de M. le maire de Latour Bas Elne du 22 août 2005 sollicitant la poursuite de la procédure ;

VU la délibération du conseil municipal du 19 août 2005 relative à l'intérêt général du projet ;

VU le document annexé exposant les motifs et considérations qui justifient l'utilité publique de l'opération ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Sont déclarés d'utilité publique les travaux de réalisation de la ZAC à vocation habitat « Les Aspres » sur le territoire de la commune de Latour Bas Elne.

ARTICLE 2: La commune de Latour Bas Elne est autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation les immeubles dont l'acquisition est nécessaire à la réalisation de l'opération envisagée telle qu'elle résulte du dossier soumis à enquête.

ARTICLE 3 : L'expropriation devra être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 4: Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture et Monsieur le maire de Latour Bas Elne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées Orientales et affiché aux lieux habituels en mairie de Latour Bas Elne.

Le Préfet, Pour le Préfet et par délégation, La Secrétaire Générale,

Anne-Gaëlle BAUDOUIN

Pour ampliation Pour le Préfet et par délégation, L'attaché, chef de bureau,

Corinne BISCAICHIPY



LATOUR-BAS-ELNE

ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTE A VOCATION D'HABITAT « LES ASPRES »

M

Utilité Publique du Projet

Art L11-1-1.3e du code de l'expropriation Pour cause d'utilité publique.

Dans le cadre de la poursuite du développement cohérent de la commune, celle-ci a décidé, conjointement avec la Communauté de Communes Sud Roussillon d'engager un programme d'urbanisme opérationnel devant se concrétiser par la réalisation de deux ZAC.

- ★ ZAC à vocation habitat « Les Aspres », dont les dossiers de création et de réalisation ont été approuvés par délibérations du conseil municipal en dates du 30/07/2002 et 03/03/2003.
- ★ ZAC à vocation économique « Les Aspres » dont les dossiers de création et de réalisation ont été approuvés par délibérations du conseil de communauté en dates du 24/07/2002 et 29/01/2003.

Les terrains compris dans le périmètre de la ZAC habitat et nécessaires à l'implantation des voies et ouvrages publics, étaient pressentis pour être cédés par négociation amiable.

Deux propriétaires fonciers ont toutefois décliné les offres amiables.

Considérant que le projet répond à un besoin réel, puisqu'il doit permettre de réaliser les aménagements et équipements publics prévus au programme de la ZAC, le conseil municipal, par délibération du 12/03/2004, a autorisé le Maire à poursuivre :

- La déclaration d'utilité publique du projet
- L'acquisition par voie d'expropriation des terrains nécessaires à la réalisation des voies, espaces verts et ouvrages publics.

L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet, s'est déroulée du 25 avril au 27 mai 2005, et a été menée conjointement à l'enquête parcellaire.

Le commissaire enquêteur, dans ses conclusions du 9 juin 2005, a émis un avis favorable sans réserves à la déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de la ZAC à vocation Habitat « Les Aspres »

VU poer être annexé à mon arrêté de ce ce jour

Partagnan. la 1 CED

La Sous-Arélète, Secrétaire Géodrale

Fait à Latour Bas Elne, le 5 juillet 2005

Le Maire,

Pierre ROGE

15

00/*/

All controls of the second of



DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES BUREAU: Urbanisme Dossier suivi par Mme PALACIN 2: 04.68.51.68.61

Perpignan, le 23 septembre 2005

COMMUNE DE PERPIGNAN

Arrêté n° 3351-2005

Portant déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation et d'aménagement d'une place à l'îlot Berton sur le territoire de la commune de Perpignan

Le Préfet des Pyrénées-Orientales Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 733-2005 du 8 mars 2005 prescrivant l'ouverture des enquêtes conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire des travaux de réalisation et d'aménagement d'une place à l'îlot Berton sur le territoire de la commune de Perpignan ;

VU les pièces constatant que l'arrêté n° 733-2005 du 8 mars 2005 a été publié, affiché et inséré dans deux journaux départementaux 8 jours avant l'ouverture de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci et que le dossier de l'enquête est resté déposé pendant 19 jours consécutifs en mairie de Perpignan du 4 au 22 avril 2005 inclus ;

VU l'avis favorable de M. Pierre FOURRE, commissaire-enquêteur, à l'exécution dudit projet ;

VU la correspondance de M. le Sénateur-Maire de Perpignan du 1^{er} septembre 2005 relative à la poursuite de la procédure ;

VU le document annexé exposant les motifs et considérations qui justifient l'utilité publique de l'opération ;

...1...

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Sont déclarés d'utilité publique les travaux de réalisation et d'aménagement d'une place à l'îlot Berton sur le territoire de la commune de Perpignan.

ARTICLE 2: La commune de Perpignan est autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation les immeubles dont l'acquisition est nécessaire à la réalisation de l'opération envisagée telle qu'elle résulte du dossier soumis à enquête.

ARTICLE 3 : L'expropriation devra être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

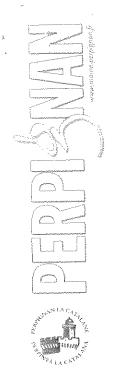
ARTICLE 4: Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture et Monsieur le Sénateur-Maire de Perpignan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées Orientales et affiché aux lieux habituels en mairie de Perpignan.

Le Préfet, Pour le Préfet et par délégation, La Secrétaire Générale,

Anne-Gaëlle BAUDOUIN

Pour ampliation Pour le Préfet et par délégation, L'attaché, chef de bureau,

Corinne BISCAICHIPY



DÉPARTEMENT RESSOURCES & RÉGLEMENTATION

DIRECTION DE LA GESTION IMMOBILIÈRE



REALISATION ET AMENAGEMENT D'UNE PLACE A L'ILOT BERTON

MOTIFS ET CONSIDERATIONS JUSTIFIANT LE CARACTERE D'UTILITE PUBLIQUE

Le présent document relève des dispositions de l'article L 11-1-1 du code de l'expropriation qui précise que "l'acte déclarant l'utilité publique est accompagné d'un document qui expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération"

1/ - PRESENTATION DU PROJET

Réalisation d'une place publique au cœur du quartier Saint Jacques et plus particulièrement sur l'emplacement de l'actuel îlot bâti sis entre les rues Berton, du Paradis, des Cuirassiers et Marengo

2/ - MOTIFS ET CONSIDERATIONS JUSTIFIANT LE CARACTERE D'UTILITE PUBLIQUE

Le projet a pour objectifs majeurs de participer à la **DEDENSIFICATION** et la **REQUALIFICATION** du quartier Saint Jacques, au cœur de la Ville de PERPIGNAN.

Ces objectifs se déclinent suivant les différentes considérations :

- ☼ Création d'un espace public à l'échelle du quartier comme support de valorisation de la vie sociale avec la création d'un lieu de convivialité
- Aération de la trame du quartier qui se caractérise par un habitat ancien et dégradé. Cela implique un meilleur ensoleillement donc une amélioration de la qualité de vie ainsi qu'une incitation à la traversée du quartier plutôt qu'à son contournement afin de diminuer le sentiment d'insécurité dû à l'étroitesse des rues et à la densité de l'habitat.

.../...

Mainte de Perpionan B.P. 931 • 66931 Perpignan Cedex © 04 68 66 30 66 Fax: 04 68 66 33 14

www.mairle-perpignan.fr www.perpinya.com

Direction de la Gestion immobilière 11 rue du Castillet - 2º étage © 04 68 66 34 68 Fax : 04 68 66 34 53 gestion.immo@mairie-perpignamecom

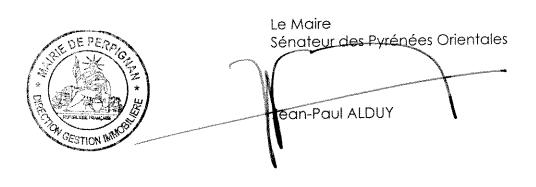
VILLE DE PERPIGNAN FIDELÍSSIMA VILA DE PERPINYÀ

- Démolition d'un îlot constitué d'immeubles bâtis anciens en très grande majorité dégradés et insalubres
- Complément et renforcement de l'ensemble des autres actions visant à la requalification des quartiers anciens
- Respect des dispositions du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur qui prescrit une place publique sur ce lieu

3/ - PROCEDURE

L'enquête publique s'est déroulée du 04 au 25 avril 2005 suivant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 733.05 du 08 mars 2005.

M. Pierre Paul FOURRE, commissaire enquêteur, a émis un avis favorable sans réserve



Mon arretie de ce jour 23 SEP. 2005

s Prefet,

Pour le Préfet : **
La Smis-Pré 012 Set divin Générale

Anne Saëlle BAUCOUIN



DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES BUREAU : Urbanisme

Dossier suivi par Mme PALACIN

2 04.68.51.68.61

Perpignan, le 23 septembre 2005

COMMUNE DE PERPIGNAN

Arrêté n° 3352-2005

Portant déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation et d'aménagement d'une place au chevet de l'église Saint-Mathieu sur le territoire de la commune de Perpignan

Le Préfet des Pyrénées-Orientales Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 3337-2004 du 31 août 2004 prescrivant l'ouverture des enquêtes conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire des travaux de réalisation et d'aménagement d'une place au chevet de l'église Saint-Mathieu sur le territoire de la commune de Perpignan ;

VU les pièces constatant que l'arrêté n° 3337-2004 du 31 août 2004 a été publié, affiché et inséré dans deux journaux départementaux 8 jours avant l'ouverture de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci et que le dossier de l'enquête est resté déposé pendant 19 jours consécutifs en mairie de Perpignan du 20 septembre au 8 octobre 2004 inclus ;

VU l'avis favorable de M. François BLUCHE, commissaire-enquêteur, à l'exécution dudit projet ;

VU la correspondance de M. le Sénateur-Maire de Perpignan du 2 décembre 2004 sollicitant la poursuite de la procédure ;

VU le document annexé exposant les motifs et considérations qui justifient l'utilité publique de l'opération ;

.../...

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Sont déclarés d'utilité publique les travaux de réalisation et d'aménagement d'une place au chevet de l'église Saint-Mathieu sur le territoire de la commune de Perpignan.

ARTICLE 2 : La commune de Perpignan est autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation les immeubles dont l'acquisition est nécessaire à la réalisation de l'opération envisagée telle qu'elle résulte du dossier soumis à enquête.

ARTICLE 3 : L'expropriation devra être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 4: Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture et Monsieur le Sénateur-Maire de Perpignan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées Orientales et affiché aux lieux habituels en mairie de Perpignan.

Le Préfet, Pour le Préfet et par délégation, La Secrétaire Générale,

Anne-Gaëlle BAUDOUIN

Pour ampliation >7

Pour le Préfet et par délégation,

L'attaché, chef de bureau,

Corinne BIŞCAICHIPY



DÉPARTEMENT RESSOURCES & RÉGLEMENTATION

DIRECTION DE LA GESTION IMMOBILIÈRE

Jd

REALISATION ET AMENAGEMENT D'UNE PLACE AU CHEVET DE L'EGLISE SAINT MATHIEU

MOTIFS ET CONSIDERATIONS JUSTIFIANT LE CARACTERE D'UTILITE PUBLIQUE

Le présent document relève des dispositions de l'article L 11-1-1 du code de l'expropriation qui précise que "l'acte déclarant l'utilité publique est accompagné d'un document qui expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération"

1/ - PRESENTATION DU PROJET

Réalisation d'une place publique à l'arrière de l'Eglise Saint Mathieu soit sur l'emplacement de l'actuel îlot bâti sis entre les rues François Arago, du Cimetière Saint Mathieu et du Four Saint François

2/ - MOTIFS ET CONSIDERATIONS JUSTIFIANT LE CARACTERE D'UTILITE PUBLIQUE

Le projet a pour objectifs majeurs la **DEDENSIFICATION** et la **REQUALIFICATION du quartier Saint Mathieu**, au cœur de la Ville de PERPIGNAN.

Ces objectifs se déclinent suivant les différentes considérations :

- Création d'un espace public à l'échelle du quartier comme support de valorisation de la vie sociale avec la création d'un lieu de convivialité
- Aération de la trame du quartier qui se caractérise par un habitat ancien. Cela implique un meilleur ensoleillement donc une amélioration de la qualité de vie ainsi qu'une incitation à la traversée du quartier plutôt qu'à son contournement afin de diminuer le sentiment d'insécurité dû à l'étroitesse des rues et à la densité de l'habitat.

MAIRIE DE PERPIGNAN

B.P. 931 • 66931 Perpignan Cedex © 04 68 66 30 66 Fax : 04 68 66 33 14 www.mairie-perpignan.fr www.perpinya.com

DIRECTION DE LA GESTION IMMOBILIÈRE

11 rue du Castillet - 2º étage © 04 68 66 34 68 Fax : 04 68 66 34 53 gestion.immo@mairie-pergignan.com

VILLE DE PERPICHAN
FIDELISSIMA VILA DE PERPINYÀ

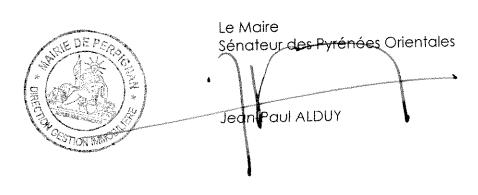
.../...

- Démolition d'un îlot constitué d'immeubles bâtis anciens en majorité dégradés et insalubres
- ➡ Mise en valeur d'un élément du patrimoine historique et architectural de la Ville, en l'espèce, le chevet de l'Eglise Saint Mathieu
- © Complément et renforcement de l'ensemble des autres actions visant à la requalification des quartiers anciens
- Respect des dispositions du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur qui prescrit une place publique au chevet de l'Eglise Saint Mathieu

3/ - PROCEDURE

L'enquête publique s'est déroulée du 20 septembre 2004 au 08 octobre 2004 suivant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 3337.04 du 31 août 2004.

M. François BLUCHE, commissaire enquêteur, a émis un avis favorable sans réserve



vu pour évre annexé à mon arrêté de ce jour

December 23 SEP, 2005

Pour le Profet
La Soud-Préfète, Segrétaire Générale

Anne-Garle BAUDOUIN

123



DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES BUREAU: Urbanisme

Dossier suivi par Mme PALACIN

2:04.68.51.68.61

Perpignan, le 26 septembre 2005

DEPARTEMENT DES PYRENEES-ORIENTALES

Arrêté n° 3384-2005

Portant déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement d'une déviation au nord d'Argelès sur Mer (RD 81) et portant mise en compatibilité des POS d'Argelès sur Mer et Saint-André

Le Préfet des Pyrénées-Orientales Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 123-16 et R.123-23 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 22-2005 du 17 février 2005 prescrivant l'ouverture des enquêtes conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique, portant mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes d'Argelès sur Mer et Saint-André, préalable à l'autorisation requise au titre du code de l'environnement et relatives l'aménagement d'une déviation au nord d'Argelès sur Mer (RD 81);

VU les pièces constatant que l'arrêté n° 22-2005 du 17 février 2005 a été publié, affiché et inséré dans deux journaux départementaux, 15 jours au moins avant l'ouverture des enquêtes et rappelé dans les huit premiers jours de celles-ci et que le dossier de l'enquête est resté déposé pendant 33 jours consécutifs en mairies d'Argelès sur Mer et Saint-André du 11 avril au 13 mai 2005 inclus;

VU l'avis favorable de la Commission des sites et des paysages du 17 janvier 2005 ;

VU le procès-verbal de la réunion tenue le 14 mars 2005 en vue d'examiner les projets de mise en compatibilité des P.O.S. des communes d'Argelès sur Mer et Saint-André ;

VU le procès-verbal de la réunion tenue le 14 mars 2005 en vue d'examiner les projets de mise en compatibilité des P.O.S. des communes d'Argelès sur Mer et Saint-André ;

VU la délibération du conseil municipal d'Argelès sur Mer du 21 juillet 2005 ;

VU l'avis réputé favorable du conseil municipal de Saint-André ;

VU l'avis réservé de M. Gilbert BESSON, commissaire-enquêteur, à l'exécution dudit projet ;

VU la délibération de la commission permanente du Conseil Général du 25 juillet 2005 relative à la déclaration de projet levant la réserve du commissaire enquêteur ;

VU le document annexé exposant les motifs et considérations qui justifient l'utilité publique de l'opération ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

ARRETE

- ARTICLE 1 : Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'aménagement d'une déviation au nord d'Argelès sur Mer (RD 81).
- ARTICLE 2: Cette déclaration d'utilité publique emporte la modification des plans d'occupation des sols des communes d'Argelès sur Mer et Saint-André conformément au dossier ci-annexé.
- Ce dossier peut être consulté à la Préfecture des Pyrénées Orientales (Direction des Relations avec les Collectivités Locales bureau de l'Urbanisme), à la Sous-Préfecture de Céret ou en mairies d'Argelès sur Mer et Saint-André.
- ARTICLE 3: Le département des Pyrénées-Orientales, maître d'ouvrage, sera tenu de remédier aux dommages causés aux exploitants agricoles conformément aux dispositions de l'article L 23-1 du code de l'expropriation.
- ARTICLE 4 : La nouvelle section de route sera classée dans la voirie départementale sous le numéro 81. Le tronçon de voie déviée sera déclassé dans la voirie communale d'Argelès sur Mer.
- ARTICLE 5: Le maître d'ouvrage est autorisé à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation les immeubles dont l'acquisition est nécessaire à la réalisation de l'opération envisagée telle qu'elle résulte du dossier soumis à enquête.
- ARTICLE 6 : L'expropriation devra être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 7: Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture, Monsieur le Président du Conseil Général des Pyrénées-Orientales et Messieurs les Maires des communes d'Argelès sur Mer et Saint-André sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées Orientales et affiché aux lieux habituels en mairies d'Argelès sur Mer et Saint-André.

Le Préfet, Pour le Préfet et par délégation, La Secrétaire Générale,

Anne-Gaëlle BAUDOUIN

Pour ampliation Pour le Préfet et par délégation, L'adjoint au chef de bureau,

Audrey ALBASI





AVIS MOTIVE DE LA COLLECTIVITE

Le projet de contournement nord d'Argelès sur Mer consiste à aménager une route à deux voies de circulation reliant la RN 114 à la RD 81. Il a pour objectif de désengorger Argelès-sur-Mer et Argelès-Plage, de séparer le trafic local du trafic touristique, de décharger les voies communales desservant les zones de camping et de loisirs.

Actuellement, deux axes routiers nord/sud desservent l'agglomération d'Argelès-sur-Mer : l'axe RN 114 (Perpignan-Cerbère) et la route départementale 81 qui dessert le cordon littoral des Pyrénées Orientales depuis l'Étang de Leucate jusqu'au port d'Argelès. La RD 114 correspond à l'ancienne traversée d'Argelès par la route nationale. La RN 114, axe principal contournant Argelès, se raccorde avec la RD 114 à proximité du Racou au Sud. La RD 81 supporte, en période estivale, des flux de trafic importants. Une grande partie de ce flux en direction de l'Espagne ou de la Côte Vermeille est amenée à traverser Argelès-Plage et Argelès-sur-Mer, induisant de graves difficultés de circulation et des nuisances importantes pour la population. L'agglomération d'Argelès-sur-Mer est à ce jour, saturée par la circulation automobile en période estivale. De ce fait, l'accès aux plages est très difficile pour les personnes résidant dans la commune comme pour celles de l'arrière-pays (Albères et Vallespir). De nombreux véhicules empruntent par défaut les petites voies de desserte des campings d'où une insécurité accrue.

L'intérêt général de cet aménagement est donc justifié par l'amélioration de la sécurité des usagers et des conditions de circulation sur l'itinéraire. De plus, le projet a reçu un avis favorable de la Commission des Sites, Perspectives et Paysages du 17 janvier 2005.

A l'issue des enquêtes publiques, préalables à la déclaration d'utilité publique, de mise en compatibilité du P.O.S. valant P.L.U. et d'autorisation au titre de la loi sur l'eau, qui se sont déroulées du 11 avril au 13 mai 2005, le commissaire enquêteur, dans son rapport et ses conclusions, a émis un avis favorable sous réserve de "raccorder provisoirement, côté sud, la voie communale actuelle n°5, à l'ouvrage n°4 de franchissement de la Riberette (...), en attendant la création de la future voie communale projetée se raccordant à ce même ouvrage, pour permettre aux propriétaires d'accéder à leur parcelles au nord et au sud avec des véhicules dont le gabarit est supérieur à celui prévu (2.50 m) pour les ouvrages de traversée sous la voie projetée".

Cette réserve va dans le sens des mesures de réduction des impacts sur le milieu agricole. Le Département répond favorablement à cette condition. Toutefois, afin de ne pas générer un trafic de transit sur une voie communale non adaptée à cet effet, une barrière munie de clef sera mise en place. Ce passage sera autorisé seulement aux riverains concernés, une clef leur sera remise à cet effet.

Le Département donne donc une suite favorable à la poursuite du projet dans les conditions décrites ci-dessus et demande à Monsieur le Préfet de prononcer l'Utilité Publique du projet d'aménagement de la RD81 – Contournement nord d'Argelès sur Mer.

Vid pour être **annexé à** mon arrêté du ce jour

26 SER 2005

Notes : 11 Pour le Prétet La Sous-Rréties, Soudiaine Générale And Carllo (AUDOUNT) Pour le Président et par délégation Le Directeur Général Adjoint des Services

Jean François GUYONNET

127